

Premiere question La corruption est universellement reconnue comme l'un des phenomenes criminels les plus graves, sapant les fondements de l'Etat de droit, entravant le developpement economique et erodant la confiance des citoyens dans les institutions publiques. Les mesures de protection, qu'elles soient procedurales ou non procedurales, visent a lever les obstacles a la denonciation.<sup>3</sup> : Les methodes speciales d'investigation La surveillance electronique, l'infiltration et la livraison surveillee sont des methodes d'investigation modernes qui permettent de detecter et de prouver les infractions de corruption (aspect repressif), tout en contribuant a la prevention par l'effet dissuasif que leur existence cree chez les personnes susceptibles de se livrer a des actes corruptifs.

C. La nature des actes incrimines Les infractions de corruption peuvent etre classees selon la nature des comportements reprimés : La corruption active : le fait de proposer, directement ou indirectement, des offres, promesses, dons, presents ou avantages a un agent public pour l'inciter a accomplir ou s'abstenir d'accomplir un acte relevant de ses fonctions. Cette complementarite reflète une vision strategique integree, ou la prevention ne se limite pas aux mesures prises avant la commission de l'infraction, mais englobe egalement les mecanismes repressifs qui contribuent, par leur effet dissuasif, a prevenir de futures infractions.

06–01 prévoit plusieurs mesures preventives, notamment : La formation et la selection rigoureuse des employes : la loi prévoit la formation et la selection appropriée des employes, ainsi que leur soumission a des mesures proactives visant a garantir qu'ils ne commettent aucune infraction de corruption.

B. La nature des acteurs impliquees Un critere essentiel de classification distingue les infractions de corruption selon le secteur concerne : La corruption dans le secteur public : impliquant des agents publics, definis comme toute personne detenant un mandat electif ou exerçant une fonction publique. La Haute Autorite de transparence, de prevention et de lutte contre la corruption (HATPLC) : issue de la promotion de l'ONPLC par le biais de la revision constitutionnelle de 2020, cette autorite est devenue une institution constitutionnelle independante.

06–01 du 20 fevrier 2006 relative a la prevention et a la lutte contre la corruption repose sur une approche duale, combinant des mesures preventives et repressives au sein d'un cadre juridique structure.

I. Les principaux criteres de classification des infractions de corruption La classification des infractions de corruption repose sur plusieurs criteres fondamentaux qui permettent de les distinguer et de determiner le regime juridique applicable.

La corruption passive : le fait pour un agent public de solliciter ou d'agreer des offres, promesses ou avantages pour accomplir ou s'abstenir d'accomplir un acte relevant de ses fonctions.

Deuxieme question: Les mecanismes de prevention des infractions de corruption et ceux de lutte contre ces memes infractions, loin d'etre distincts et separees, se chevauchent et se completent dans un objectif unique : la prevention de la corruption.

La strategie nationale de prevention et de lutte contre la corruption : adoptee en 2023, cette strategie vise a renforcer la transparence, l'integrite et la responsabilite dans la gestion des affaires publiques. Les peines prevues, qui peuvent atteindre la reclusion criminelle, ont pour objectif non seulement de punir les auteurs, mais aussi de dissuader d'eventuels contrevenants.

La confiscation des produits de la corruption La confiscation des produits et biens provenant de la corruption constitue un mecanisme repressif essentiel qui prive les auteurs de leurs benefices illicites.

La creation d'un dispositif institutionnel moderne L'approche moderne se caracterise egalement par la creation d'institutions specialisees : L'Organe national de prevention et de

lutte contre la corruption (ONPLC) : crée par la loi n° 11-2010. L'objectif ultime est le même : prévenir la corruption, que ce soit en empêchant sa commission ou en réprimant sévèrement ses auteurs pour dissuader d'éventuels contrevenants.

B. Les mécanismes repressifs à effet préventif

Les mécanismes repressifs, bien que tournés vers la sanction des infractions déjà commises, contribuent également à la prévention de la corruption par leur effet dissuasif. Elle représente une institution intégrée qui combine les deux approches au sein d'une même entité, démontrant que prévention et répression sont indissociables. L'analyse de la législation algérienne démontre clairement que les mécanismes de prévention et de lutte contre la corruption ne sont pas distincts, mais parfaitement articulés et complémentaires.

L'élément moral : l'intention coupable, caractérisée par la volonté délibérée de commettre l'infraction.

II. L'approche du législateur algérien : entre tradition et modernité

A. L'approche traditionnelle : la répression par le code pénal

Initialement, le législateur algérien a abordé la corruption à travers les dispositions du code pénal. Cependant, en raison de la complexité et de l'évolution de ce crime, les dispositions pénales se sont révélées insuffisantes pour appréhender toutes ses formes. La loi réorganise les dispositions relatives aux crimes de corruption, les divisant en crimes relevant du secteur public et ceux du secteur privé. La loi vise ainsi à prévenir la corruption en amont, avant même que les infractions ne soient commises.

La transparence et la digitalisation des procédures : les approches modernes incluent les instruments de transparence, la digitalisation des procédures de passation des marchés publics, et le renforcement des dispositifs de contrôle et de redevabilité.

Issue de la promotion de l'ONPLC par la révision constitutionnelle de 2020, cette autorité est à la fois chargée de missions préventives (promotion de la transparence et de l'intégrité) et répressives (lutte contre la corruption). En protégeant ceux qui dénoncent des actes de corruption, le législateur encourage la révélation des infractions (ce qui relève de la lutte), tout en dissuadant d'éventuels corrupteurs (ce qui relève de la prévention). Cette complémentarité se manifeste à travers une architecture juridique et institutionnelle qui combine, dans un objectif unique de prévention de la corruption :

66-156 portant code pénal algérien, selon leur degré de gravité, les infractions sont qualifiées de crimes, délits ou contraventions et punies de peines correspondantes. Face à cette menace, la lutte contre la corruption est devenue une priorité nationale et internationale. Cette approche reflète l'adage selon lequel >.

L'ordonnance n° 11-2010. 1.2.3. 1.2.3.